

ETABLISSEMENT PUBLIC DU CHÂTEAU DE FONTAINEBLEAU

Restauration des couvertures de l'aile des Ministres Partie Est

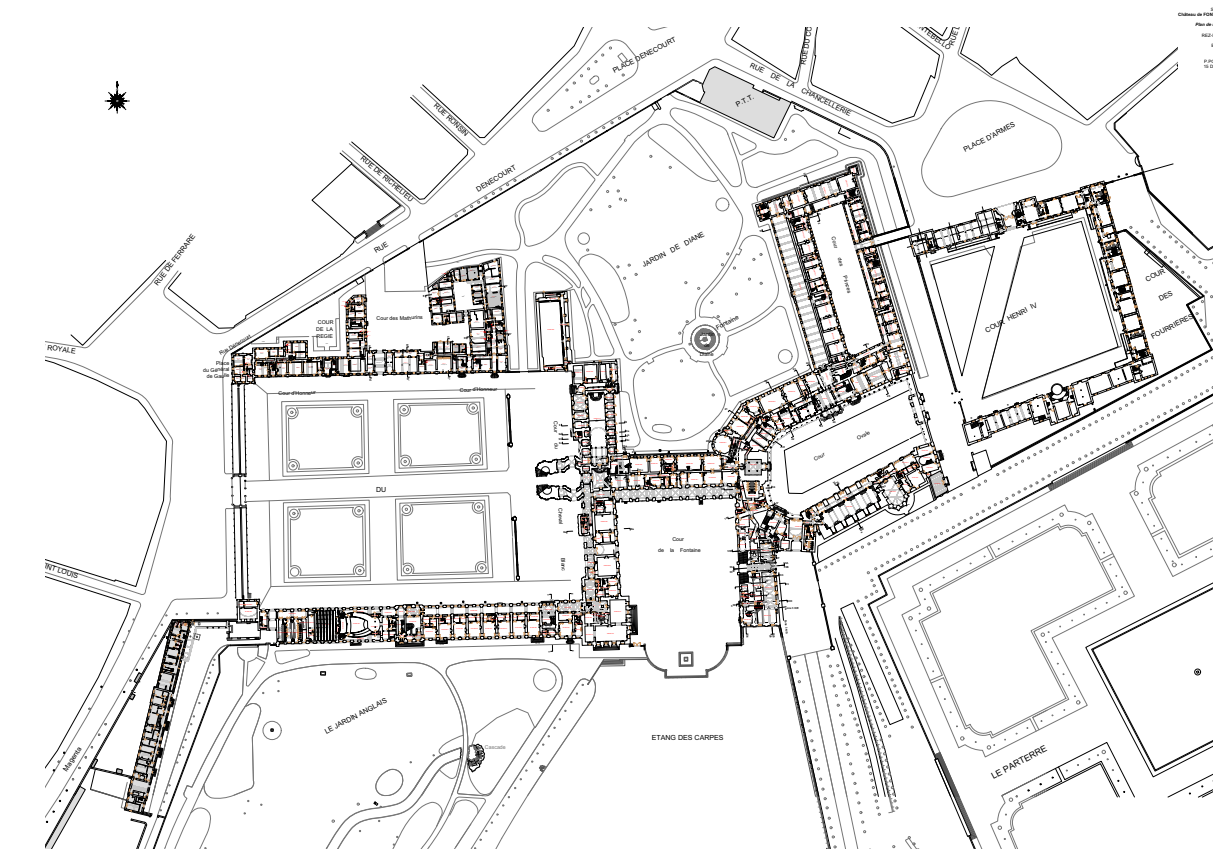
NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER



SOMMAIRE

I.	PRESENTATION DU CONTEXTE ET DE LA NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER.....	4
I.1	LE DOMAINE NATIONAL DE FONTAINEBLEAU	4
I.2	LOCALISATION DU DOMAINE NATIONAL DE FONTAINEBLEAU	4
I.3	LE DÉCOUPAGE EN TRANCHE L'OPÉRATION	5
I.4	PRÉSENTATION DE LA NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER (N.O.C.).....	6
II.	FONCTIONNEMENT ET SÉCURITÉ DU SITE EN PHASE CHANTIER.....	7
II.1	INTERVENANTS CHANTIERS ET SITES :.....	7
II.1.1	Le Maître d'Ouvrage (MOA)	7
II.1.2	Le Maître d'œuvre (MOE)	7
II.1.3	Le contrôleur technique (CT)	7
II.1.4	Le coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS).....	7
II.1.5	L'OPC :	7
II.1.6	Le Service d'Entretien et de maintenance du Domaine National de Fontainebleau.....	7
II.1.7	Le Service de Sureté et de Sécurité du Domaine National de Fontainebleau	7
II.2	FONCTIONNEMENT DU SITE À RESPECTER IMPÉRATIVEMENT :.....	8
II.2.1	Stationnement, Circulation :	8
II.2.2	Consigne de sécurité :.....	8
II.2.3	Horaires de travail :	8
II.2.4	Alarme :	9
II.2.5	Issues à maintenir et sécuriser :	9
II.2.6	Permis feu.....	10
III.	PÉRIODE DE PRÉPARATION : LES DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS ET ACTIONS ATTENDUS PAR L'OPC DE LA PART DE CHAQUE ENTREPRISE	11
III.1	INTERLOCUTEUR UNIQUE.....	11
III.2	DOCUMENTS À REMETTRE	11
III.2.1	Pour chaque tranche, pendant la période de préparation de chantier, chaque entreprise remet à l'OPC (Dans un délai de 2 semaines) les documents suivants :.....	11
IV.	EN COURS D'EXÉCUTION : LES DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS ET ACTIONS ATTENDUS PAR L'OPC DE LA PART DE CHAQUE ENTREPRISE	12
IV.1.1	Pour chaque tranche, en phase chantier l'entreprise transmettra tous les 7 jours avant le jeudi soir 17h, à l'OPC :.....	12
IV.2	Pour chaque tranche de travaux, Circulation des documents :.....	13
IV.3	Panneau de chantier.....	13
V.	RÈGLEMENT	13
V.1	RÈGLE N°1 : LA PRISE DE POSSESSION DES ZONES COMMUNES.....	13
V.2	RÈGLE N°2 : ADOPTER UN COMPORTEMENT RESPECTUEUX DU SITE.....	13

V.3	RÈGLE N°3 : RESPECTER LES CONDITIONS D'ACCÈS AU SITE.....	14
V.3.1	Accès des ouvriers :.....	14
V.3.2	Pour une livraison ou évacuation de déchets	14
V.4	RÈGLE N°4 : LIMITER AU MAXIMUM LES NUISANCES	14
V.4.1	Limitier au maximum les nuisances sonores.....	14
V.4.2	Limitier au maximum les émissions de poussière.....	15
V.4.3	Limitier au maximum les nuisances visuelles.....	15
V.4.4	Limitier au maximum la pollution sur le site.....	15
V.4.5	Nettoyer les abords et voies d'accès communs des zones chantier.....	15
V.5	RÈGLE N°5 : LES INSTALLATIONS COMMUNES.....	15
V.5.1	Fonctionnement de la base vie.....	15
V.5.2	Réaliser les raccordements pour le fonctionnement des zones de travaux.....	16
V.5.3	Réaliser les évacuations des effluents	16
V.5.4	Respecter les exigences relatives aux zones de stockage.....	16
V.5.5	Respecter les exigences relatives aux déchets	17
	RÈGLE 6 : RESPECTER LES CHEMINEMENTS COMMUNS PIÉTONS ET LES RÈGLES DE CIRCULATION PRÉVUES SUR SITE	17
V.5.6	Emprunter les cheminements communs piétons dédiés	17
V.5.7	Respecter les règles de circulation.....	17
V.5.8	Planification et organisation des livraisons et évacuations.....	18
V.5.9	Planification et organisation des livraisons et évacuations pendant les phases de montage des échafaudages.....	18
V.6	RÈGLE N°7 : RESPECTER LES HORAIRES DE TRAVAIL ET DE LIVRAISON.....	19
V.7	RÈGLE N°8 : SÉCURISER ET CLOISONNER LES ZONES CHANTIER.....	19
V.7.1	Clôture des zones chantier et contraintes de sécurité.....	19
V.7.2	Signaler les zones chantier	20
V.7.3	Éclairer les zones chantier.....	20
V.7.4	Conserver ou remplacer les moyens anti-intrusions du site	20
V.7.5	Prévenir au maximum les risques incendie.....	20
V.8	RÈGLE N°9 : RESPECTER LES ZONES D'INTERVENTION	21
V.8.1	Respecter les zones d'intervention en extérieur.....	21
V.8.2	Respecter les zones d'intervention en intérieur	21
VI.	CHAPITRE 5 - SANCTION ET PÉNALITÉS FINANCIÈRES.....	22
VII.	CHAPITRE 6 - ANNEXES.....	22



Plan masse du domaine National de Fontainebleau

Les travaux de restauration des couvertures de l'aile des Ministres (partie Est) entrent dans le cadre de la phase II du schéma directeur de rénovation du Château de Fontainebleau.

La durée prévisionnelle des travaux est de 34 mois.

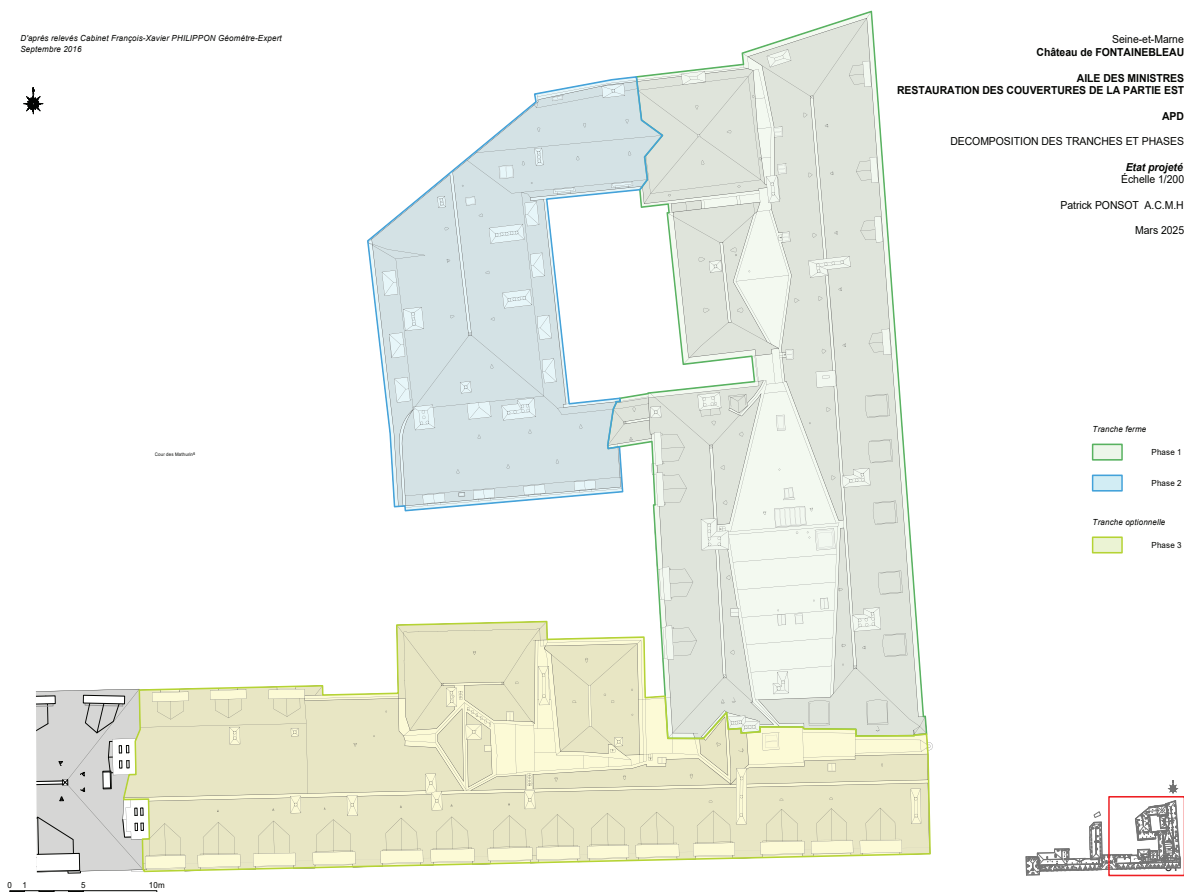
L'ensemble des travaux se déroulent en site occupé par le personnel, locaux d'habitation et en présence de public. La continuité de service doit être assurée.

I.3 LE DÉCOUPAGE EN TRANCHE L'OPÉRATION

L'opération comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

La tranche ferme (TF) : Partie Est, hors versant sur cour d'honneur est divisée en deux parties

La tranche optionnelle (TO) : Versant sur cour d'honneur, entre le pavillon central et le pignon Est ; et les bâtiments accolés à cette partie, côté cour des Mathurins



Plan de localisation des travaux de restauration des couvertures de l'aile des Ministres – Partie Est.

Pour les deux tranches sont prévues les interventions suivantes :

- La restauration de la charpente et des couvertures (ardoise et plomb),
- Les travaux de dépollution préalable des combles,
- Les travaux sur les cheminées et lucarnes situées dans l'emprise des combles et toitures,
- La révision des paratonnerres,
- La restauration des façades les plus problématiques du point de vue de l'aspect et/ou de la conservation.
- La restauration et le remplacement de menuiseries extérieures

I.4 PRÉSENTATION DE LA NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER (N.O.C.)

Cette Note d'Organisation de Chantier a pour objet de présenter aux différents intervenants extérieurs au site :

- Le fonctionnement et la sécurité du site, avec Les différents intervenants liés au chantier ;
- Les renseignements et documents attendus par l'OPC de la part de chaque entreprise ;
- Les règles à respecter par les entreprises.
- Les pénalités appliquées en cas de non remise des documents attendus et de non-respect des règles ;

II. FONCTIONNEMENT ET SÉCURITÉ DU SITE EN PHASE CHANTIER

Pendant 34 mois, les entreprises vont devoir intervenir et cohabiter, avec les agents du Domaine National de Fontainebleau, les habitants des logements, et avec les visiteurs. Afin de limiter au maximum les interactions entre ouvriers, publics, habitants et agents du site, les entreprises devront respecter les règles de stationnement et de circulations, les règles de sécurité, les consignes d'évacuations et les horaires ci-dessous définies :

II.1 INTERVENANTS CHANTIERS ET SITES :

II.1.1 Le Maître d'Ouvrage (MOA)

Le maître d'ouvrage est l'Établissement Public du Château de Fontainebleau - Château de Fontainebleau - 77300 FONTAINEBLEAU
Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

II.1.2 Le Maître d'œuvre (MOE)

La maîtrise d'œuvre pour la tranche ferme est assurée par le cabinet Patrick Ponsot - 20 rue Porte Côte - 41000 Blois ; ci-après dénommé « le maître d'œuvre ». Pour la tranche optionnelle le successeur de Patrick PONSOT assurera l'exécution des travaux.

II.1.3 Le contrôleur technique (CT)

Sans objet

II.1.4 Le coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)

La société DYNATECH a été désignée par la MOA comme CSPS pour la partie conception de l'opération de restauration des couvertures de l'aile des Ministres partie Est du Domaine National de Fontainebleau.
Le CSPS pour la partie réalisation est en cours de sélection.

II.1.5 L'OPC :

La société Cabinet Philippe Machefer 5 rue des Jacobins 49100 ANGERS a été désignée par la MOA comme OPC de l'opération de restauration des couvertures de l'aile des Ministres partie Est du Domaine National de Fontainebleau.

II.1.6 Le Service d'Entretien et de maintenance du Domaine National de Fontainebleau

Les interlocuteurs des services d'entretien et de maintenance du Site sont :
M. Bruno CUISSETTE : Chef du Service de l'Exploitation Technique.
M. Jean-Christophe VINCENT : Adjoint au Chef de Service de l'Exploitation Technique.

II.1.7 Le Service de Sûreté et de Sécurité du Domaine National de Fontainebleau

Les interlocuteurs du service de sûreté et de sécurité du site sont :
M. Xavier COLIN : Chef de Service de la Sécurité et de la Sûreté.
Mme Karine RODIER : Service Sécurité et Sûreté.

II.2 FONCTIONNEMENT DU SITE À RESPECTER IMPÉRATIVEMENT :

La signature d'un protocole à l'usage des entreprises extérieures sera demandée à chaque intervenant avant tout démarrage d'intervention sur le site. Vous trouverez ce protocole en annexe au CCAP.

II.2.1 Stationnement, Circulation :

L'espace de stationnement de la cour des Mathurins est exclusivement réservé aux personnels exerçant sur le site du château.

Les entreprises extérieures qui en auraient la nécessité, disposeront d'une autorisation temporaire d'accès au site du Domaine National de Fontainebleau, pour chargement, déchargement, livraison et approvisionnement de matériel de chantier, mais ne devront jamais stationner dans le domaine national. Cet accès au site impose le respect des règles suivantes :

- Une demande d'accès devra être envoyée Poste de contrôle d'accès des Mathurins 2 jours avant l'intervention, au plus tard.
- Les livraisons situées en dehors de la zone de stockage de la cour des Mathurins devront avoir lieu, le matin, avant l'arrivée du public, le soir, après le départ du public, ou les mardi, jours de fermeture du site au public.
- Le gabarit des véhicules sera annoncé et les indications de circulation seront données en conséquence
- Toutes entrée et sortie de véhicule sur le domaine doivent être annoncées au Poste de contrôle d'accès des Mathurins et validé par le Poste de contrôle d'accès des Mathurins.
- L'immatriculation du véhicule et le nom de la société seront enregistrés.
- La vitesse des véhicules ne doit jamais excéder 15 km/h.
- Les véhicules doivent être en parfait état technique, les entreprises doivent prévoir une protection des sols (feuilles plastiques, polyane) en cas de stationnement prolongé (exceptionnellement). Le nettoyage de fuites d'huile ou autres salissures sur les espaces pavés de grès sera à la charge de l'entreprise.
- Les aménagements paysagers, allées, parterres et végétaux ne doivent subir aucun dégât, le cas échéant les remises en état seraient à la charge de la société responsable et se feront sous le contrôle du service des jardins du domaine national.
- Pour les livraisons, les véhicules doivent suivre les indications figurants sur les plans de circulations par tranches fournis en annexe 2.

En ce qui concerne les circulations des ouvriers, les entreprises devront strictement respecter les plans de circulations (Indiqués ci-après et en annexe 2).

II.2.2 Consigne de sécurité :

Si un trousseau de clés vous est prêté pour faciliter votre intervention, il vous sera remis le matin au Poste de contrôle d'accès des Mathurins et vous devrez le rendre durant votre pause déjeuner au Poste de contrôle d'accès des Mathurins et le soir au Poste de contrôle d'accès des Mathurins. Ce trousseau ne doit jamais sortir du domaine.

Il est strictement interdit de fumer dans les bâtiments. Les personnels des entreprises extérieures doivent être obligatoirement badgés (badges remis par le Poste de contrôle d'accès des Mathurins).

II.2.3 Horaires de travail :

Les entreprises peuvent travailler sur le site :

- Dans les bâtiments de 8h30 à 17h15 d'octobre à mars et de 08h30 à 18h15 d'avril à septembre ;

- Dans les jardins et le parc de 8h30 à 17h de novembre à février, à 18h en octobre, mars et avril et 19h de mai à septembre.

Ces horaires s'entendent entrée dans les lieux, installation, désinstallation et départ compris.

Ces horaires sont donnés à titre indicatifs et peuvent être amenés à des aménagement pour différentes raisons liées au fonctionnement du monument, à des manifestations, à la présence des habitants, etc... Ces modifications ne pourront pas donner lieu à des compléments de rémunérations.

II.2.4 Alarme :

En cas de déclenchement des alarmes, dès la mise en route de la sirène, toutes les personnes présentes dans le château doivent arrêter leur travail, s'assurer de la présence de leurs collègues et se préparer à quitter leur chantier sous la conduite de l'agent chargé de leur surveillance. Aucune évacuation ou reprise d'intervention ne se fait sans l'ordre du chef d'établissement ou de son représentant. Les entreprises intervenant sur les espaces extérieurs, échafaudages, jardins doivent s'assurer de la présence de leurs collègues et se regrouper dans la cour des Mathurins.

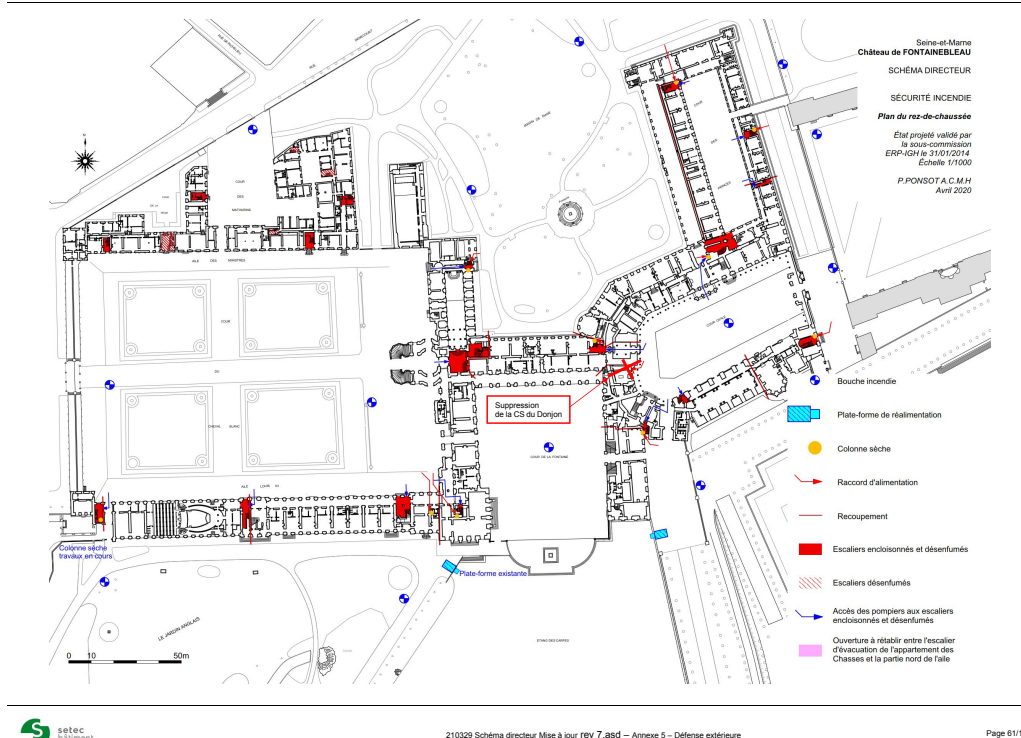
II.2.5 Issues à maintenir et sécuriser :

Il est indispensable pour chaque zone de chantier de maintenir les accès aux bâtiments libres



Plan des issues des bâtiments à conserver pendant les travaux.

Maintenir les accès pompiers aux bouches incendie



Plan des emplacements des bouches à incendies.

Maintenir les voies de circulations LIBRES, d'une manière générale.

II.2.6 Permis feu

Il existe 2 types de permis feu :

1. **Les permis de poussière utilisés pour la désactivation de l'alarme incendie** (la poussière générée par les chantiers est susceptible d'être détectée par les têtes de détection incendie).

Ces permis poussières sont accordés pour une semaine. Toutefois, les agents de sécurité ont besoin que les zones nécessitant la désactivation de la détection incendie soient précisément définies au moment où l'entreprise en fait la demande.

2. **Les permis feu demandés pour travail par point chaud.**

Le permis feu est dans ce cas valable 1 jour de 8h30 à 14 h 30

Ils sont à retirer au PCS à 8h30 le jours de l'intervention.

La délivrance par le service de sécurité du **permis feu pour travaux par point chaud** impose :

- Au démarrage des travaux, la vérification des moyens de protection et d'extinction mis en place par l'entreprise à proximité immédiate du poste de travail ;

- **En fin d'intervention, au plus tard à 14 heures 30**, la vérification qu'il n'existe plus aucun risque de départ de feu (l'entreprise devra s'engager à arrêter tout travail par point chaud à 14h30 pour permettre 3 rondes à intervalle de 2 heures après l'arrêt desdits travaux).

Le protocole lié à la délivrance des permis feu est joint à la présente NOC en annexe 4 Il devra être renvoyé signé au Maître d'ouvrage, au MOE, à l'OPC et au PCS.

III. PÉRIODE DE PRÉPARATION : LES DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS ET ACTIONS ATTENDUS PAR L'OPC DE LA PART DE CHAQUE ENTREPRISE

Le présent chapitre liste les documents, les informations et les actions qui sont attendus par l'OPC de la part de chaque entreprise pendant la période de préparation.

III.1 INTERLOCUTEUR UNIQUE

Il est demandé à chaque entreprise de désigner un responsable d'organisation de chantier pour être le référent auprès de la MOA, du MOE, de l'OPC. Ce responsable est chargé de s'assurer du respect :

De toutes les prescriptions concernant l'organisation des travaux de l'entreprise sur le site du Domaine National de Fontainebleau, (gestion des effectifs, des circulations, des livraisons, des horaires, etc...) ;

De toutes les prescriptions issues des différentes réunions de chantier et de coordination qui auront lieu tout au long de son marché ;

Des interfaces avec les autres activités sur le site Expositions, manifestations, etc... ;

De l'environnement du site (limitation des nuisances, bruits, poussières, etc...) ;

De la sécurité du chantier.

III.2 DOCUMENTS À REMETTRE

Chaque document, remis à l'OPC, devra être accompagné du bordereau de diffusion figurant en annexe du présent document.

III.2.1 Pour chaque tranche, pendant la période de préparation de chantier, chaque entreprise remet à l'OPC (Dans un délai de 2 semaines) les documents suivants :

Le Programme d'exécution des travaux ;

- Les moyens en homme et en matériel que le titulaire prévoit de mettre en place,
- Le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme du titulaire et les travaux à réaliser,
- La provenance de tous les matériaux, ainsi que les noms et adresses de tous les fournisseurs.
- Les possibilités de contrôle systématiques prévues sur le matériel de fabrication, d'une part, et sur le produit fabriqué, d'autre part, ainsi que le nom du responsable de l'autocontrôle.
- Les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier montrant les accès et les circulations dans les différentes phases de travaux (Tels que décrit ci-dessous).

Le calendrier détaillé de ses travaux ;

Le plan détaillé d'installation de chantier de chaque tranche de travaux (ou stockage). Ce plan, élaboré à partir du fond de plan de l'existant, comporte :

- L'implantation détaillée et la nature des clôtures, portails, barrières et portes prévus
- L'implantation des zones de stockage provisoire
- Les zones de stockage ainsi que les cheminements des personnels et des véhicules
- L'implantation détaillée des engins de levage ou échafaudages éventuels,
- La localisation précise des accès de chantier prévus par bâtiment (piéton et matériel)
- La matérialisation des issues de secours, des bornes incendie, voies pompiers, des dispositifs provisoires de sécurisation et d'anti-intrusion du site, ...
- Le maintien des prescriptions de sécurité du site du Domaine National de Fontainebleau
- La matérialisation précise des cheminements réservés aux usagers, habitants et visiteurs, ainsi que la matérialisation des protections.

Le planning des nuisances à 4 semaines, actualisé chaque semaine. Ce document devra préciser la tâche, la zone concernée, les dates de début et fin, le type de moyen prévu, les horaires de chantier correspondants (jour, nuit, week-end), le type de nuisance correspondant (bruit, poussière, fermeture des accès existants, ...) ainsi que les mesures prévues pour réduire ses nuisances ;

Une prévision par mois, pour toute la durée de l'opération, des effectifs prévus par tranche ;

Une prévision pour toute la durée de l'opération du nombre de livraisons et d'évacuations des déchets et des moyens prévus, par tranche. Il précisera la répartition de ses allées et venues dans le planning.

Une liste prévisionnelle des personnels amenés à travaillé sur site par tranche ;

Une fiche de renseignements sur l'entreprise qui vous sera remise au premier rendez-vous de chantier.

Le constat d'huissier de la zone chantier, des abords et des circulations susceptibles d'être empruntées par les véhicules ou les employés de l'entreprise.

Tous les documents graphiques devront être transmis en PDF et en format informatique (DWG, Excel...).

IV. EN COURS D'EXÉCUTION : LES DOCUMENTS, RENSEIGNEMENTS ET ACTIONS ATTENDUS PAR L'OPC DE LA PART DE CHAQUE ENTREPRISE

IV.1.1 Pour chaque tranche, en phase chantier l'entreprise transmettra tous les 7 jours avant le jeudi soir 17h, à l'OPC :

Un calendrier des livraisons et des évacuations des déchets occasionnés par le chantier, avec la date et l'heure, le véhicule, son immatriculation, ses dimensions, le type de chargement et la durée du chargement ou du déchargement. Ce calendrier devra prendre en compte une période de 2 semaines.

La liste prévisionnelle du personnel amené à travaillé sur site, en précisant les dates d'intervention de chaque personnel. L'entreprise fournira des listes d'effectifs pour une période de 2 semaines.

Les demandes de permis feu en précisant la tâche concernée, les dates, les horaires des travaux et le type de matériel utilisé. Chaque permis feu accordé sera à afficher sur la zone de travaux concernée par l'entreprise demanderesse.

IV.2 Pour chaque tranche de travaux, Circulation des documents :

Les documents devront suivre un circuit de validation précis qui sera établi dès la première semaine de la période de préparation. D'une manière générale tout document devra être transmis à l'OPC soit directement, soit en copie.

En ce qui concerne les plans d'exécution et les fiches techniques, ils devront être envoyés en 4 exemplaires (1 pour l'architecte, 1 pour la maîtrise d'œuvre technique, 1 pour le contrôleur technique et 1 pour l'OPC). Les plans seront transmis en format Dwg et PDF.

IV.3 Panneau de chantier

L'entreprise aura 1 semaine pour livrer le panneau de chantier après réception de la maquette du panneau validée par le Maître d'Ouvrage.

V. RÈGLEMENT

Le présent chapitre liste toutes les règles qui doivent être respectées par le personnel des entreprises sur le chantier. Le non-respect de ces règles peut conduire à des pénalités. L'entreprise mandataire est responsable de son personnel, mais aussi du personnel de ses livreurs, cotraitants et sous-traitants.

V.1 RÈGLE N°1 : LA PRISE DE POSSESSION DES ZONES COMMUNES

Dès réception des OS de démarrage des études et installation de chantier, les entreprises des différents chantiers prendront possession de leur emprise de travaux et des abords et accès en l'état. **L'entreprise titulaire du lot N°1** devra procéder à l'établissement d'un constat amiable d'état des lieux en présence du MOA et du MOA concernant les zones communes de chantier, les abords et les circulations.

V.2 RÈGLE N°2 : ADOPTER UN COMPORTEMENT RESPECTUEUX DU SITE

Pour rappel, il est interdit :

D'introduire, de stocker et de consommer des boissons alcoolisées sur les zones de travaux et les cantonnements de chantier (Interdiction sur l'ensemble du Domaine National de Fontainebleau) ;

De fumer en dehors des zones prévues à cet effet dans les installations de chantier ;

De manger hors des cantonnements de chantier ;

De circuler sur les pelouses et les espaces verts ;

D'utiliser des radios portables ou tout autre équipement générant des nuisances non nécessaires dans le cadre des travaux ;

De laisser encombrés ou sales des espaces du site.

Le personnel de chantier devra limiter le volume sonore de ses conversations et mettra les téléphones portables en mode silencieux.

Le personnel de chantier devra avoir une tenue de travail propre sur site.

Chaque entreprise reste responsable du comportement de son personnel.

En cas de manquement ou en cas de comportement jugé inadapté, le personnel pourra être exclu sans préavis de manière temporaire ou définitive par les services du chantier ou du site du Domaine National de Fontainebleau et ce sans possibilité de recours.

V.3 RÈGLE N°3 : RESPECTER LES CONDITIONS D'ACCÈS AU SITE

V.3.1 Accès des ouvriers :

L'accès au chantier est interdit à toute personne non titulaire d'un badge. (Voir Chapitre II.2.2.)

Pour ceci, les ouvriers devront se faire remettre un badge par le poste de contrôle des accès des Mathurins.

Le port du badge est obligatoire dans toute l'enceinte du chantier : les zones communes de chantier, y compris la base vie, ainsi que les zones de travaux où doit intervenir le titulaire du badge.

Ne peuvent entrer sur le site du Domaine National de Fontainebleau que les personnels qui auront été désignés dans les fiches d'effectifs présentées.

Les ouvriers devront impérativement respecter les circulations prévues pour accéder à leurs zones de travail (Voir les plans de circulations fournis en annexe 2).

V.3.2 Pour une livraison ou évacuation de déchets

L'entreprise doit fournir tous les jeudis avant 17h au plus tard un planning de ses livraisons pour les 2 semaines suivantes. Ce document devra indiquer la date, l'heure, le véhicule, son immatriculation, ses dimensions, le type de chargement et la durée du chargement ou du déchargement.

Les livraisons devront avoir lieu avant l'arrivée du public, après le départ du public ou le mardi.

Il est demandé à chaque entreprise d'anticiper l'accès de ses livraisons sur site. Pour cela, elle doit prendre en compte :

L'environnement extérieur du site (largeur de la voirie, type de rue, ...)

La largeur et les girations des cheminements de livraison du site

La présence de vestiges, mobiliers, végétaux proches des voies de circulations

L'accès aux voies de circulation

La taille des porches d'entrées

Tout autre élément impactant les livraisons.

À l'aide de ces informations, chaque entreprise devra notamment utiliser des engins adaptés à la configuration du site.

Le jour de la livraison, le personnel devra respecter les règles d'accès au site, rappelées au chapitre 2.2.1. de la présente NOC. (Voir également les plans de circulations en annexe 2)

V.4 RÈGLE N°4 : LIMITER AU MAXIMUM LES NUISANCES

V.4.1 Limiter au maximum les nuisances sonores

Comme évoqué précédemment, le site du domaine National de Fontainebleau reste en fonctionnement durant les travaux.

Les nuisances sonores liées à l'exécution des travaux et à la vie du chantier (ouvriers) devront donc être réduites au minimum.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions utiles pour ne pas générer de bruits supérieurs aux normes admissibles.

L'exécution des travaux bruyants devra faire l'objet d'une méthodologie adaptée.

Par ailleurs, la MOA se réserve le droit d'arrêter tous les travaux jugés bruyants.

V.4.2 Limiter au maximum les émissions de poussière

Sur l'ensemble des zones concernées par les chantiers, les entreprises devront prendre toutes les dispositions de nature à éviter l'émission et la dispersion de poussière dans l'air (bâchage, aspirateurs, confinement des zones de travaux, arrosage, etc...).

V.4.3 Limiter au maximum les nuisances visuelles

Chaque entreprise devra maintenir propres et ranger ses zones de chantier (y compris base vie et zone de stockage), les zones de circulation empruntées et les avoisinants.

Toute publicité d'entreprise est formellement interdite sur le site.

V.4.4 Limiter au maximum la pollution sur le site

Les entreprises devront expliquer dans leurs méthodologies les précautions prises concernant la présence de plomb et d'amiante sur le site et les mesures prises pour l'utilisation éventuelle de produits polluants sans risque de polluer l'air, le sol, les nappes phréatiques ou le réseau de collecte public. Les entreprises devront prévoir le nettoyage des zones de stationnement de leurs véhicules en cas de fuites d'huile.

V.4.5 Nettoyer les abords et voies d'accès communs des zones chantier

Les abords et voies d'accès des zones chantiers (véhicules et piétons) devront être entretenus et maintenus propres en permanence. Ces zones feront l'objet d'un nettoyage et d'un entretien quotidien. Les entreprises devront prévoir le nettoyage des zones de stationnement de leurs véhicules en cas de fuites d'huile ou autres salissures.

V.5 RÈGLE N°5 : LES INSTALLATIONS COMMUNES

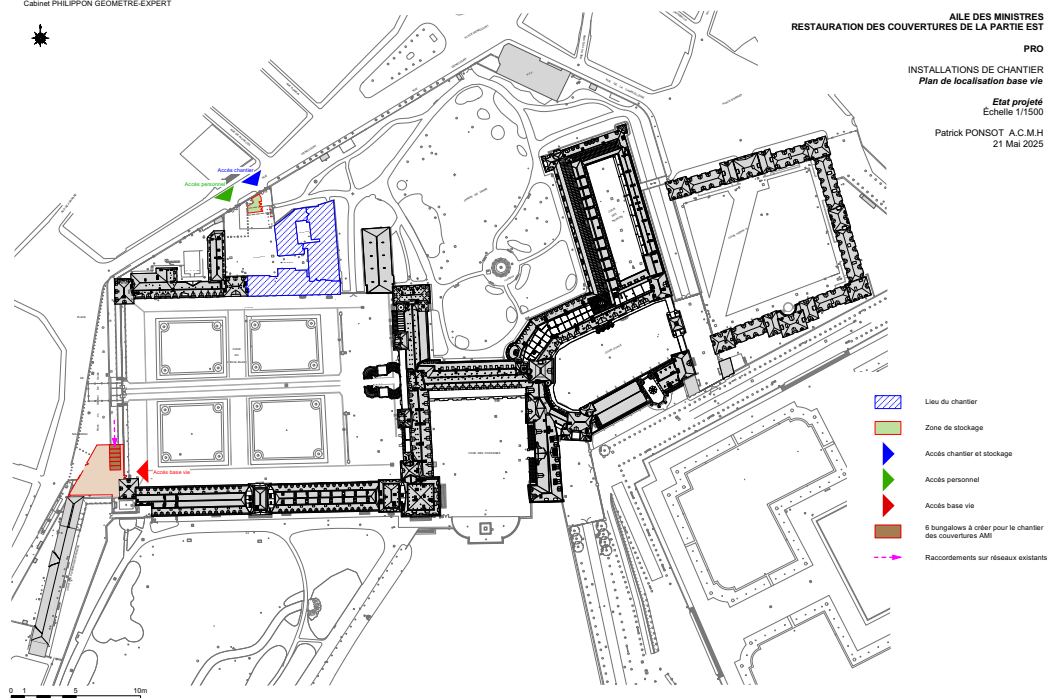
V.5.1 Fonctionnement de la base vie

L'entretien, le ménage et l'approvisionnement des consommables des locaux de la base vie commune de chantiers sont à la charge du lot N° I.

En cas de réclamation concernant l'état de propreté de la base vie ou le fonctionnement d'un dispositif de traitement d'air, le personnel fera remonter l'information à l'OPC. Les personnels des entreprises intervenantes doivent, veiller à maintenir les locaux et les abords de la base vie propre et à ne pas dégrader le matériel présent, sous peine d'exclusion et/ou de pénalités.

L'organisation de la base vie commune est, gérée par le lot n° I. Les ouvriers des entreprises intervenantes devront s'adresser à lui pour prendre possession des vestiaires et/ou des bureaux puis pour les rendre. Par la même occasion, un état des lieux d'entrée et de sortie devra être réalisé en présence du personnel. Lors de l'attribution d'un casier, le personnel devra être en possession d'un cadenas pour le verrouiller, cadenas qu'il enlèvera lors du rendu du casier.

Toute dégradation constatée sur le matériel confié au personnel (casier, bureau, ...) sera imputée à l'entreprise titulaire du lot pour lequel il intervient.



V.5.2 Réaliser les raccordements pour le fonctionnement des zones de travaux

L'entreprise titulaire du lot n°2 réalisera à ses frais les branchements et les raccordements eau et électricité nécessaires aux zones de travaux. Elle se raccordera aux points d'alimentation mis à disposition par la MOA, en coordination avec les services techniques du Domaine National de Fontainebleau, avant le démarrage des travaux.

Elle aura à sa charge l'installation de sous-compteurs, l'entretien, la mise hors gel, le repli et la remise à niveau du réseau provisoire jusqu'à la fin du projet. L'entreprise prendra toutes les dispositions pour conserver ces réseaux en service.

Elle assurera la dépose des installations provisoires en fin de tranche d'opération.

V.5.3 Réaliser les évacuations des effluents

Les entreprises auront à leur charge de canaliser les eaux et effluents diverses résultant de ses travaux vers les dispositifs d'épuration ou de rétention adéquats.

V.5.4 Respecter les exigences relatives aux zones de stockage

Les zones de stockage de matériaux extérieurs potentielles sont représentées sur les plans d'installation de chantier, définies et validées préalablement pour chaque tranche par le MOE, la MOA et le CSPS. Elles devront être respectées par les entreprises pendant l'exécution des travaux. Chaque entreprise doit utiliser uniquement la ou les zone(s) de stockage dédiée(s).

Le stockage ne devra, en aucun cas :

Entraver les issues aux bâtiments devant être maintenus en permanence ;

Se faire sur le circuit de regroupement d'urgence (zone de rassemblement ...) ;

Perturber l'évacuation du site.

Tout éventuel stockage de carburants ou de matières inflammables liquides sera impérativement soumis à l'accord préalable du MOE, de la MOA, du Coordonnateur SPS et du service sécurité sûreté du site.

L'entreprise demanderesse devra fournir un plan d'implantation dûment renseigné et une note technique explicitant les dispositions envisagées, notamment pour pallier les problèmes de fuite et éviter tout risque de pollution ou d'incendie, les quantités qui devraient être stockées et la durée du stockage.

Les stockages utilisés devront être de type double enveloppe, et les dispositions prévues pour l'emportage et le dépotage des carburants devront permettre une récupération des égouttures et fuites éventuelles.

V.5.5 Respecter les exigences relatives aux déchets

Chaque entreprise est responsable du tri et de l'évacuation des déchets et gravois résultant de ses travaux.

La mise en place des bennes et leur évacuation sont à sa charge.

Le plan d'installation de chantier, soumis à validation, précisera l'implantation des bennes, containers et zone de stockage des déchets. Il est à noter que chaque entreprise mettra en place les dispositifs nécessaires pour empêcher l'accès à ses bennes par toute personne extérieure à son chantier, ainsi que pour empêcher la dispersion de déchets sur le site.

[Les Bordereaux](#) de suivi des déchets amiantés (BSDA) devront être renseignés et signés à chaque étape par l'intervenant concerné :

- le maître d'ouvrage,
- l'entreprise,
- le collecteur-transporteur,
- l'éliminateur.

C'est l'éliminateur qui attestera en dernier lieu de l'élimination effective des déchets. Une copie du BSDA devra alors être envoyée au maître d'ouvrage (producteur de déchets) et à l'entreprise.

RÈGLE 6 : RESPECTER LES CHEMINEMENTS COMMUNS PIÉTONS ET LES RÈGLES DE CIRCULATION PRÉVUES SUR SITE

Chaque entreprise sera responsable de ses livreurs, de son personnel ainsi que de ses cotraitants et sous-traitants intervenants sur site.

En cas de manquement ou en cas de comportement jugé inadapté, le personnel pourra être exclu sans préavis de manière temporaire ou définitive par le service de sécurité du Domaine National de Fontainebleau, par le représentant de la MOE, du MOA ou par l'OPC et ce sans possibilité de recours

V.5.6 Emprunter les cheminements communs piétons dédiés

Les cheminements piétons à respecter dans le site du domaine national de Fontainebleau sont matérialisés sur les plans figurant en (annexe 2) du présent document.

Toute circulation en dehors des zones de trajets autorisées est formellement interdite.

V.5.7 Respecter les règles de circulation

Les chauffeurs et le personnel de chantier doivent, à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments, respecter les règles de circulation suivantes :

Emprunter uniquement les cheminements définis sur les plans de circulations spécifiques à chaque tranche (circulation sur les jardins et les pelouses interdites sauf autorisation exceptionnelle) ;

Limiter au maximum le nombre de déplacements piétons « base-vie – zone chantier » ainsi que l'entrée sur site de véhicules, autorisée uniquement pour les livraisons/évacuations de déchets ;

Porter son badge d'accès délivré par le service des travaux et de la maintenance, de manière visible ;

Pour les chauffeurs :

- Rouler au pas à l'intérieur du site
- Ne pas stationner devant les issues de secours et les bouches d'incendie.

Pour rappel, seuls les véhicules qui auront reçu une autorisation d'accès temporaire délivrée par **le poste de contrôle des accès des Mathurins** pourront accéder au site. Ils devront se présenter au **dit poste de contrôle** pour obtenir les consignes de circulation et l'itinéraire à emprunter ne fonction du gabarit.

Pour le personnel de chantier :

- Se déplacer sans précipitation et sans courir
- Ne pas rentrer dans les locaux pour lesquels leur intervention n'a pas été validée sous peine d'exclusion
- Ne pas laisser du matériel de chantier dans les circulations.
- Ne pas laisser du matériel de chantier devant les issues de secours les bornes incendie, les circuits de regroupement et d'évacuation du site et les voies de circulation communes

V.5.8 Planification et organisation des livraisons et évacuations

Toute livraison ou évacuation de déchets non prévue dans les plannings prévisionnels de livraison ou d'évacuation transmis à l'OPC sera refusée.

La livraison de matériel devra être réalisée dans les zones de déchargement prédéfinies (sur les PICS de chacune des tranches). Les véhicules de livraison en stationnement d'attente devront impérativement avoir le moteur à l'arrêt. Une fois le déchargement réalisé, le véhicule concerné devra obligatoirement être déplacé à l'extérieur du site.

Aucun déchargement ne sera autorisé sur la voie publique sauf en cas de livraison exceptionnelle validée par le MOE du chantier et la MOA.

Pour chacun des lots, un travail de précision est demandé pour l'organisation des livraisons (Ardoises, plomb, chaux, sable, bois, ...) et la sécurisation des circulations et accès des employés habitants, etc... Les candidats devront indiquer à l'OPC, 2 jours au moins avant la livraison, le nombre d'hommes trafic, et l'organisation des livraisons tenant compte des contraintes liées au fonctionnement du site. Et ceci pour chaque livraison programmée.

CES ÉLÉMENTS SONT DEMANDÉS DANS LE MÉMOIRE TECHNIQUE DE LA CONSULTATION POUR JUGER LES OFFRES.

- Nota : Aucun véhicule d'entreprise n'est autorisé à stationner dans l'enceinte du Domaine National de Fontainebleau.

V.5.9 Planification et organisation des livraisons et évacuations pendant les phases de montage des échafaudages

L'entreprise titulaire du lot N°1 devra fournir en période de préparation les plans permettant de visualiser les zones à isoler pour le montage des échafaudages. Elle devra tenir compte du phasage et des zones de travail prévues indiqués dans les plans de l'annexe 2.

L'entreprise devra tenir compte de l'obligation de maintenir en permanence les accès aux bâtiments pour les habitants. Il devra notamment indiquer les cheminements prévus, la méthode de matérialisation des cheminements et leur sécurisation.

Le candidat devra également indiquer le nombre d'hommes trafics prévus et l'organisation prévue pour sécuriser les accès et les cours lors des livraisons, pendant le montage des échafaudages et le grutage des parapluies. Le candidat devra remettre à l'OPC avant le démarrage des livraisons et montage des échafaudages une note précisant l'organisation prévue.

CES ÉLÉMENTS SONT DEMANDÉS DANS LE MÉMOIRE TECHNIQUE DE LA CONSULTATION POUR JUGER LES OFFRES.

V.6 RÈGLE N°7 : RESPECTER LES HORAIRES DE TRAVAIL ET DE LIVRAISON

Les entreprises peuvent travailler sur le site :

Dans les bâtiments :

- d'octobre à mars de 8h30 à 17h15,
- d'avril à septembre de 8h30 à 18h15,

Dans les jardins et le parc :

- de novembre à février de 8h30 à 17h,
- en octobre, mars et avril, de 8h30 à 18h
- de mai à septembre de 8h30 à 19h

Ces horaires s'entendent entrer dans les lieux, installation, désinstallation et départ compris.

Ces horaires sont donnés à titre indicatifs et peuvent être amenés à des aménagements pour différentes raisons liées au fonctionnement du monument, à des manifestations, à la présence des habitants, etc... Ces modifications ne pourront pas donner lieu à des compléments de rémunérations

V.7 RÈGLE N°8 : SÉCURISER ET CLOISONNER LES ZONES CHANTIER

Les zones de chantier comprennent les zones de stockage et de déchets et les zones de travaux.

V.7.1 Clôture des zones chantier et contraintes de sécurité

L'ensemble des zones chantier devront être sécurisées et isolées. Aucun agent du Domaine National de Fontainebleau ne doit pouvoir pénétrer sur la zone (excepté les agents du poste général de Sécurité).

Les portes des palissades délimitant les zones de chantier seront sécurisées à l'aide d'une serrure à code (ou autres systèmes imposés par le MOA).

Pour des raisons de sécurité, les bouches incendies, les sorties de secours existantes, les accès aux logements et ateliers, dans les bâtiments occupés pendant les travaux devront être accessibles, même si ces dernières donnent sur la zone de travaux. Le passage des agents du site doit être maintenu en permanence. Une signalétique doit alors être mise en place pour indiquer qu'il s'agit de sorties donnant sur un chantier.

Une procédure devra être établie, pour permettre la circulation en toute sécurité des habitants et personnels dans les zones d'activité du chantier, notamment pendant le montage des échafaudages et les périodes de livraisons.

Pour chaque tranche, un synoptique de circuit de regroupement et d'évacuation pour les agents du site évacuant par les issues de secours donnant dans les emprises du chantier devra être établi en coordination avec les CSPS et les responsables du PCS.

Les accès pompiers se trouvant dans une zone de travaux doivent rester accessibles par les secours. Pour chaque serrure codée, cadenas ou cylindre posé, l'entreprise devra impérativement respecter les prescriptions de l'organigramme des clés du site. Le Poste Central Sécurité devra pouvoir franchir par ses propres moyens tous les systèmes de fermeture des zones de chantier.

Ces dispositifs provisoires de sécurisation du site devront faire l'objet d'un plan d'implantation et d'une proposition d'additif à l'organigramme des clés du site validé par la MOA et le PCS.

V.7.2 Signaler les zones chantier

Un complément de signalétique, à destination des agents du site, respectant la charte graphique du Domaine National de Fontainebleau, devra être installé pour chaque tranche. Cette signalétique sera installée sur chaque clôture, cloison, porte en limite avec une zone chantier.

V.7.3 Éclairer les zones chantier

Les agents de sécurité et de sûreté du site doivent pouvoir intervenir et avoir une visibilité dans ces zones. Par conséquent des dispositifs d'éclairage de chantier devront être mis en place, à l'intérieur comme à l'extérieur et devront faire l'objet d'un plan d'implantation validé par la MOA et le PCS.

V.7.4 Conserver ou remplacer les moyens anti-intrusions du site

Le fonctionnement des caméras et moyens anti-intrusions du site doit être maintenu durant toute la durée des travaux à l'intérieur comme à l'extérieur.

Dans le cas de caméra rendue aveugle par la mise en place de clôture, palissade ou autre, l'entreprise concernée fera déconnecter la caméra concernée et fera mettre en place une caméra de remplacement raccordée provisoirement sur le réseau de surveillance (soit par son prestataire, soit par le prestataire du site, selon les prescriptions du MOA). Ces dispositifs provisoires devront faire l'objet d'un plan d'implantation et de raccordement validé par la MOA et le PCS.

En fin de chantier, à la remise en état du chantier, l'entreprise concernée fera procéder à la dépose des caméras provisoires et au raccordement des caméras du site en coordination avec le PCS.

V.7.5 Prévenir au maximum les risques incendie

L'attention des entreprises est attirée sur la nécessité de prendre toutes les précautions pour prévenir les risques d'incendie dans les zones en cours de travaux et dans les cantonnements.

Ne pas faire de feux sur le site :

Les feux sont interdits sur le site.

Limiter au maximum l'usage du gaz :

L'usage de matériel utilisant la combustion de gaz (chalumeaux, lances à découpes, etc.) est limité au strict nécessaire, ce qui signifie qu'un maximum de travaux à l'aide de ces matériels se font en préfabrication extérieure.

Produits inflammables :

Le stockage de produits inflammable est interdit sur les chantiers, ou à proximité de l'édifice. Les bouteilles de gaz devront être descendues chaque soir et stockées dans une zone dédiée sécurisée et dans une armoire normée. Aucun stockage dans les échafaudages.

Maîtriser les travaux par point chaud :

En phase de consultation, chaque entreprise amenée à réaliser des travaux par point chaud à l'intérieur ou à proximité des bâtiments devra proposer au MOE et au CSPS les mesures de sécurité qu'elle compte mettre en œuvre.

Établir les permis feu tels que définis dans le chapitre II.2.6 de la présente NOC.

En phase travaux, l'entreprise devra respecter la procédure d'établissement des permis feu établi par le PCS. Sans ces permis feu, aucuns travaux de ce type ne pourront être réalisés sur site. Le permis feu délivré par le PCS sera à accrocher par l'entreprise concernée sur la zone de travail concernée durant toute la durée de l'intervention.

Toutes intervention se faisant sous permis feu devra s'accompagner d'une surveillance par une caméra thermique de contrôle fournie par l'entreprise aux ouvriers réalisant l'intervention.

L'organisation des entreprises devra permettre les contrôles des points chauds, réalisés par les Agents du PCS avant, pendant et après l'intervention.

Chaque entreprise devra également s'équiper des extincteurs adaptés ; ces extincteurs devront être mis en place au poste de travail par point chaud de l'intervenant de l'entreprise.

Chaque entreprise devra prévoir l'arrêt des travaux par point chaud à 14h30.

Chaque entreprise devra prévoir le personnel nécessaire pour accompagner les pompiers lors des visites de contrôle des zones de travaux par points chauds.

Inspecter les zones chantier :

Dans ce but, une inspection des postes de travail devra être effectuée chaque soir à la fermeture du chantier par le responsable de l'entreprise pour vérifier que tous les appareils électriques ont bien été coupés, et que l'éclairage de la zone fonctionne correctement.

Garantir l'accès des secours :

Par ailleurs, les installations de chantier et l'emprise des clôtures devront être étudiées afin que les accès et le cheminement prévus pour les engins de défense incendie (largeurs, rayon de giration, ...) ne soient ni réduits ni entravés et ce 24h/24.

Chaque entreprise portera une attention particulière au maintien de l'accessibilité depuis les voies pompières, des bouches incendies, vannes, colonnes sèches, etc. Dans cette optique, aucun stockage ne sera autorisé devant ces équipements.

V.8 RÈGLE N°9 : RESPECTER LES ZONES D'INTERVENTION

V.8.1 Respecter les zones d'intervention en extérieur

Chaque entreprise devra :

Protéger le sol sur lequel ses aires extérieures de travail, de stockage et de déchets reposent, par tout moyen jugé nécessaire ;

Identifier et faire déplacer les équipements de sûreté (caméras de surveillance) et de mise en lumière des bâtiments ;

Protéger les façades des bâtiments impactés par les travaux ;

Protéger le mobilier extérieur historique (vestiges, luminaires, grilles, bancs, poubelles, etc.) ;

Protéger la végétation existante maintenue (arbres, massifs paysagers, pelouse, etc...) ;

Nettoyer régulièrement ces aires, suivant une fréquence quotidienne et aussi souvent que nécessaire pour permettre de satisfaire les conditions d'hygiène et de sécurité, de limiter la pollution visuelle et la dispersion de poussières ;

Entretenir et nettoyer les clôtures de chantier ;

Maintenir à tout moment les accès et circulations pour les habitants et employés des ateliers, le circuit de regroupement et d'évacuation pour les agents du site évacuant par les issues de secours donnant dans les emprises du chantier.

Toute dégradation constatée dans ces espaces devra être réparée par l'entreprise responsable.

V.8.2 Respecter les zones d'intervention en intérieur

Les interventions auront lieu dans des locaux habités, espaces en activité et dans des espaces classés au titre des monuments historiques. Dans ce cadre, les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour ne pas dégrader ces espaces :

Protéger les équipements techniques et ne pas affecter le fonctionnement de ceux qui ne sont pas concernés par les travaux ;

Déplacer et protéger ou faire évacuer avec le plus grand soin le mobilier de la zone d'intervention ;

Protéger les sols de ces espaces au moyen de toutes protections utiles et efficaces ;

Protéger les murs et fenêtres des zones d'intervention.

Toute dégradation constatée dans ces espaces devra être réparée par l'entreprise responsable.

Les interventions en zones intérieures habitées devront faire l'objet d'un calendrier détaillé à soumettre à la MOE/OPC/MOA pour validation avant intervention

VI. CHAPITRE 5 - SANCTION ET PÉNALITÉS FINANCIÈRES

Il est rappelé aux entreprises que les sanctions et pénalités définies dans le CCAP sont applicables en cas de non-respect des obligations concernant l'organisation des chantiers de chacune des tranches en période de préparation des travaux, au cours de leur réalisation et à l'achèvement de ceux-ci.

VII. CHAPITRE 6 - ANNEXES

Annexe 1 : Plan de la base vie.

Annexe 2 : Plans de circulations dans le site et plans d'organisation des installations de chantier échafaudages et parapluies

Annexe 3 : Calendrier général de l'opération

Annexe 4 : Procédure d'obtention des permis feu

Annexe 5 : Procédure des intervenants extérieurs

Annexe 6 : Plan des emplacements des bouches à incendies.

Annexe 7 : plan des accès à conserver pendant les travaux